

Pouvoir d'emprunt

taux d'intérêt ont diminué? Quand ils étaient à la hausse, le gouvernement justifiait ses déficits croissants par les frais imprévus de la dette. Maintenant que les taux ont considérablement chuté, il a recours à la même vieille excuse, bien que la situation ait complètement changé. Les deux autres raisons, soit la baisse imprévue des rentrées fiscales et le coût élevé des programmes de soutien du revenu, résultent directement de la récession dans laquelle nous nous trouvons. Encore une fois, je me demande dans quelle mesure une planification prudente nous aurait permis de prévoir ces choses.

● (1620)

L'an dernier, chaque fois que l'actuel ministre des Finances ou son prédécesseur demandait plus d'argent au Parlement, ils justifiaient toujours la requête en disant que les effets récessionnistes se faisaient sentir plus qu'ils ne l'avaient prévu. Par exemple, je vais vous citer un passage de l'exposé budgétaire que l'ancien ministre des Finances a fait le 28 juin 1982. Voici ce qu'on y lit:

La récession a considérablement alourdi la situation financière du gouvernement. La chute des recettes fédérales est le résultat inévitable de la baisse de la production, de l'emploi et du revenu.

Il a ajouté:

La récession a également influé sur les dépenses fédérales. Les taux d'intérêt plus élevés accroissent les dépenses des pouvoirs publics tout comme celles des entreprises et des particuliers. On s'attend que le service de la dette publique coûte 1.1 milliard de plus que prévu initialement.

Nous retrouvons une justification semblable dans l'exposé économique du 27 octobre 1982. Voici:

La récession a été plus aiguë et plus longue au Canada que le gouvernement l'avait prévu lors du budget de juin... Je dois indiquer aujourd'hui qu'un nouveau fléchissement de l'économie depuis juin a accentué cette détérioration. Le déficit budgétaire, estimé alors à 19.6 milliards, est maintenant évalué à 23.6 milliards de dollars. Ce glissement est directement attribuable, pour environ 70 p. 100, à l'effet de la récession sur les recettes projetées.

Nous connaissons maintenant le refrain familier du ministre des Finances qui nous répète que la gravité de la récession n'avait pas encore été pleinement appréciée. Par voie de conséquence, le Parlement est invité à autoriser le gouvernement à emprunter 5 milliards supplémentaires pour la présente année fiscale. Combien de fois encore l'ineptie financière du gouvernement va-t-elle frapper directement le public? Tous les députés de notre parti comprennent bien qu'il y a quelque chose de fondamentalement mauvais quand un gouvernement, parce qu'il est incapable de faire des prévisions précises, doit les réviser tous les trois ou quatre mois.

D'après moi, si le gouvernement s'est toujours trompé dans ses prévisions c'est que lui-même, en tant que principal agent de l'économie, a très peu contribué à atténuer la récession. Il a bien offert un peu d'aide financière aux victimes de la récession mais c'est comme s'il s'était contenté d'éponger le sang pendant que la blessure saignait toujours. La blessure ne semblait pas trop grave mais rien n'a été fait pour la panser.

A deux reprises, depuis la grande dépression, on a tenté de pressuriser une économie déjà à bout de souffle. Et cela s'est produit lors des deux derniers budgets que l'ex-ministre des Finances a déposés et dont nous subissons encore les effets. Maintenant qu'une lueur d'espoir permet de croire que le pire est passé, Statistique Canada nous avertit de ne pas être trop optimistes, que rien ne prouve que ce soit l'indice d'une reprise soutenue de notre économie.

Je conviens avec le ministre qu'il faut éviter de surchauffer le système économique à coup de stimulants, mais nous avons désespérément besoin de stimulants immédiats pour faire démarrer la machine et pour assurer la transition vers une conjoncture plus stable et plus prometteuse. Il faut, en quelque sorte, préparer la voie à la reprise économique. Et pour ce faire, il faut persuader les Canadiens de dépenser l'argent dont ils disposent au lieu de le thésauriser. Il faut ensuite encourager les entreprises canadiennes à investir davantage chez nous.

Je tiens à rappeler que le taux des épargnes personnelles au Canada l'année dernière était de 13 p. 100, ce qui prouve bien ce que je viens de dire. Autrement dit, sur \$100 de revenu net, les Canadiens en dépensaient \$87 et en épargnaient \$13. Ce taux d'épargne très élevé s'explique notamment par la crainte qu'inspirait aux Canadiens l'état de notre économie.

Pour faire redémarrer la machine, il faudra que le prochain budget rassure les Canadiens. Et pour ce faire, il faudra que les Canadiens sachent que le temps est maintenant venu de dépenser leur argent car les consommateurs auront de bonnes raisons de croire que l'économie se porte bien.

Pour qu'un programme de courte durée comme celui-là puisse porter fruit, il faudrait notamment prolonger les subventions de \$3,000 offertes dans le cadre du Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété. Ce programme se termine à la fin d'avril et, que je sache, personne en face n'a parlé de le prolonger.

Je n'ai pas perdu un mot de ce que le ministre des Travaux publics (M. LeBlanc) a dit lorsqu'il a parlé des programmes de construction de logements de son gouvernement. Il n'a pas manqué de dire, bien sûr, combien ces programmes étaient importants pour relancer notre économie, mais il n'a pas soufflé mot sur ce que sera notre politique du logement, une fois que le ministre des Finances aura déposé son budget. Une partie de son discours me rappelle les propos que tenait son prédécesseur, l'actuel ministre d'État chargé des Finances (M. Cosgrove), immédiatement après la présentation du budget en juin dernier. Le passage que je vais lire se trouve dans le *hansard* du 5 juillet 1982, à la page 18994:

Certains spécialistes du logement prédisent que le nombre de mises en chantier cette année se situera entre 110,000 et 125,000. J'aimerais que leur nombre cette année atteigne le nombre enregistré l'année dernière...

Les 125,000 logements mis en chantier dans l'ensemble du Canada en 1982 sont loin de l'objectif ambitieux que s'était fixé le ministre lorsqu'il disait souhaiter que leur nombre atteigne celui des 178,000 mises en chantier de 1981, et ce chiffre est bien inférieur aux 210,000 nouveaux logements dont le Canada aurait besoin chaque année, selon la SCHL, si nous voulons écarter toute pénurie dans ce domaine.

A ce que je vois, il me reste très peu de temps. En guise de conclusion, je dirai que même si l'épais nuage de la récession qui menaçait le Canada depuis deux longues années commence à se dissiper, notre pays compte encore deux millions de chômeurs. Le temps n'est pas à la complaisance. Si le gouvernement décide de marquer son prochain budget au sceau de l'austérité, contrairement à ce que nous souhaitons, nous pouvons nous attendre à ce qu'il vienne encore nous réclamer dans quelques mois l'autorisation d'emprunter de nouvelles sommes, parce qu'il aura de nouveau sous-estimé l'ampleur de la récession.